

# Les agents des impôts dénoncent les suppressions de postes

A l'appel de plusieurs syndicats, une minorité des agents des finances publiques étaient en grève hier, notamment à Nanterre. Le centre d'Issy-les-Moulineaux est resté fermé.

**MOUVEMENT SYNDICAL**

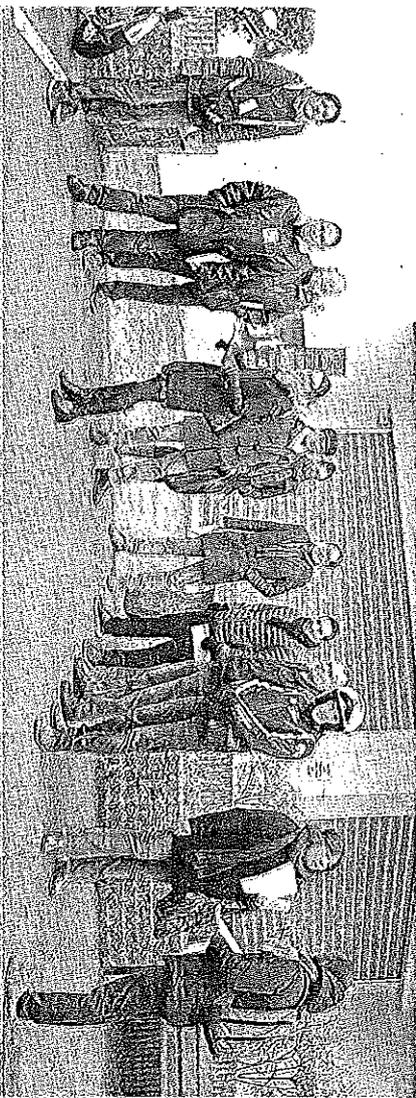
PAR FLORENCE HUBIN

**A**u rez-de-chaussée, la salle d'attente du centre des impôts de Nanterre est comble. Au deuxième étage, sur le plateau dédié aux agents en charge du prélèvement à la source, les sièges sont presque tous vides.

« Sur 70 postes, dix personnes travaillent aujourd'hui », assure un délégué syndical. Hier, les agents des finances publiques des Hauts-de-Seine étaient appelés à se mettre en grève par les sections syndicales CGT, Solidaires et FO. En raison de cette grève, le centre d'Issy-les-Moulineaux a été fermé. Des tracts ont été distribués aux usagers sur les sites de Montrouge, Vanves, Issy et sur les deux plus importants sites de Nanterre, où 11,68 % des agents étaient en grève.

## ■ QUINZE TRÉSORERIES FERMÉES DEPUIS 2016

Les représentants syndicaux des agents dénoncent les fermetures de



Nanterre, hier. « Sur 2100 agents dans les Hauts-de-Seine, on en a recensé 400 en difficulté ou en souffrance », assurent les représentants de l'union syndicale CGT, Solidaires et FO.

services de proximité, quinze depuis la trésorerie de Levallois en 2016, celles de Malakoff et Châtillon plus récemment, « et bientôt celle de Neuilly », annoncent les quatre délégués réunis autour d'une table. « Quand une trésorerie ferme, les services sont déportés sur la commune voisine et les agents redistribués sur le département, expliquent-ils. L'Etat veut ainsi faire des économies et récupérer de l'argent

en vendant son patrimoine. Mais on éloigne ainsi les services des élus locaux et des citoyens. »

## ■ 500 SUPPRESSIONS DE POSTES DEPUIS 2009

Les syndicalistes s'opposent également aux suppressions d'emplois. « 50 postes encore cette année dans les Hauts-de-Seine qui s'ajoutent aux 500 suppressions intervenues dans le département depuis 2009 »,

déplorent-ils. Il s'agit de départs à la retraite non remplacés ou de mutations non compensées. « Les Hauts-de-Seine sont un département de première affectation, on reçoit les jeunes qui sortent de l'école », expliquent-ils encore. Le salaire de départ chez nous équivalait au smic, prime incluse, et ces nouveaux venus sont enclins à demander à partir en province où le logement est moins cher. »

**■ DES EFFORTS DEMANDÉS À TOUS, UNE PRIME POUR QUELQUES-UNS**  
Des départs non compensés alors que la charge de travail est importante et que tous les agents n'ont pas droit à la prime de 200 €, annoncée par le ministre des Finances Gérald Darmanin, soulignent les représentants du personnel. « Par exemple, au service du contrôle fiscal, les collègues doivent vérifier que les entreprises effectuent correctement le prélèvement à la source. »

## ■ PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE : DES FORMATIONS INSUFFISANTES

Les grévistes dénoncent la complexité de la réforme pour les usagers, mais aussi pour les agents : « Certains doivent répondre aux questions des contribuables sans avoir été suffisamment formés, et il y a des collègues encore en cours de formation. » Surcharge de travail, pression, incertitudes de quelques usagers mécontents font aussi partie des doléances.

« Sur 2100 agents dans les Hauts-de-Seine, on en a recensé 400 en difficulté ou en souffrance », assurent les syndicats.